



COMMUNE DE SURPIERRE

RÈGLEMENT RELATIF A LA GESTION DES DECHETS

L'Assemblée communale de Surpierre,

VU :

- La loi du 13 novembre 1996 sur la gestion des déchets (LGD ; RSF 810.2) ;
- La loi du 25 septembre 1980 sur les Communes (LCo ; RSF 140.1) ;
- Le règlement du 20 janvier 1998 sur la gestion des déchets (RGD ; RSF 810.21) ;
- Le règlement du 28 décembre 1981 d'exécution de la loi sur les Communes (RELCo ; RSF 140.11) ;

édicte :

Chapitre I DISPOSITIONS GENERALES

Art. 1 Objet

¹ Le présent règlement a pour but d'assurer la gestion des déchets sur le territoire communal.

Art. 2 Tâches de la Commune

¹ La Commune est tenue d'éliminer les déchets urbains, sous réserve de ceux mentionnés à l'alinéa 2 let. a, ainsi que les déchets de la voirie communale, les déchets des stations publiques d'épuration des eaux et ceux dont le détenteur est inconnu ou insolvable.

² Le Conseil communal peut :

- a) proposer l'élimination des déchets urbains soumis à des prescriptions fédérales particulières ;
- b) décider la prise charge de l'élimination des déchets d'exploitation, par contrat de droit privé ;
- c) décider la prise en charge de l'élimination de déchets en dehors du territoire communal, par collaboration intercommunale (art. 107 ss LCo).

³ La Commune encourage toute mesure de réduction des déchets et informe la population sur leur gestion.

⁴ La Commune participe, conformément à la législation, à d'autres tâches relatives à l'élimination des déchets.

Art. 3 Délégation de tâches et surveillance

¹ L'élimination des déchets urbains se fait au Centre de Tri de Granges-Marnand géré par la Commune de Valbroye (nommée ci-après : « le délégataire »), à l'exception des déchets incinérables mélangés non valorisables, ainsi que les branches et souches. L'objet et les modalités de la délégation sont fixés par une convention entre la Commune de Surpierre et le délégataire pour une durée primaire de 2 ans, renouvelable tacitement d'année en année.

² La gestion des déchets sur le territoire communal est placée sous la surveillance du Conseil communal.

³ Le délégataire accomplit les tâches déléguées dans le respect de la législation en vigueur.

Art. 4 Information

¹ Le Conseil communal informe la population sur les questions relatives aux déchets, en particulier sur les possibilités de réduction et de valorisation des déchets, sur le service de collecte, sur les collectes sélectives, sur les catégories de déchets et leurs caractéristiques, ainsi que sur la question de la lutte contre les déchets sauvages.

Art. 5 Interdiction de dépôt

¹ Les déchets urbains doivent être remis aux points de collecte conformément aux prescriptions du Conseil communal.

² Sous réserve d'accords intercommunaux (art. 107 ss LCo), seules les personnes physiques résidant et les entreprises ayant leur siège ou une succursale sur le territoire communal sont autorisées à faire usage des installations communales d'élimination des déchets, respectivement à déposer leurs déchets destinés à la collecte.

³ Il est interdit de jeter ou de déposer des déchets de toute nature en dehors des installations d'élimination autorisées et en dehors des endroits et horaires définis. Le compostage des déchets verts dans des installations individuelles adéquates fait exception.

⁴ Les déchets ne doivent pas être déversés dans les canalisations d'égouts.

Art. 6 Définitions

¹ Les déchets urbains (art. 3 let. a OLED) sont :

- a) les déchets produits par les ménages ;
- b) les déchets provenant d'entreprises comptant moins de 250 postes à plein temps et dont la composition est comparable à celle des déchets ménagers en termes de matières contenues et de proportions ;
- c) les déchets provenant d'administrations publiques et dont la composition est comparable à celle des déchets ménagers en termes de matières contenues et de proportions.

² On distingue en particulier :

- a) les ordures, qui sont des déchets mélangés non valorisables destinés à être incinérés ;
- b) les déchets encombrants, qui sont des déchets combustibles qui, du fait de leur taille ou de leur forme, ne peuvent pas être éliminés au moyen de poubelles usuelles ;
- c) les déchets collectés séparément, qui sont des déchets qui font l'objet d'une valorisation ou d'un traitement particulier ;
- d) les déchets spéciaux, qui sont des déchets qui, pour être éliminés de manière respectueuse de l'environnement, requièrent, en raison de leur composition ou de leurs propriétés physico-chimiques ou biologiques, un ensemble de mesures techniques et organisationnelles particulières même en cas de mouvement à l'intérieur de la Suisse (art. 2 al. 2 OMOd) ;
- e) les biodéchets, qui sont des déchets d'origine végétale, animale ou microbienne (art. 3 let. d OLEd) ;
- f) les déchets verts, qui sont des déchets provenant de jardins et de parcs, comme de la taille d'arbres, de branchages, d'herbe, de feuillage.

³ Les déchets d'exploitation désignent :

- a) les déchets produits par des entreprises comptant moins de 250 postes à plein temps et qui, du fait de leur composition en termes de matières contenues et de proportions, ne sont pas des déchets urbains ;
- b) les déchets d'entreprises comptant 250 postes à plein temps ou d'avantage indépendamment de leur composition.

Chapitre II ORGANISATION DE L'ELIMINATION DES DECHETS

Art. 7 Collecte sélective

¹ Sont triés et collectés séparément selon les prescriptions du Conseil communal :

- a) les déchets urbains valorisables tels le verre, le papier, le carton, les métaux, les déchets verts et les textiles ;
- b) les déchets encombrants ;
- c) les déchets spéciaux ;
- d) les déchets soumis à des prescriptions fédérales particulières.

Art. 8 Déchetterie

¹ Le Conseil communal établit les prescriptions d'exploitation des conteneurs compacteurs sur son territoire pour la récolte des déchets incinérables mélangés non valorisables et en organise la surveillance.

² Le Conseil communal établit les prescriptions de collecte des branches et des souches.

³ Dans le cadre de la convention précitée, la récupération des déchets urbains se fait au centre de tri de Granges-Marnand géré par le délégataire. Pour les autres déchets, le délégataire organise le centre de tri de Granges-Marnand conformément à l'article 3 al. 1.

⁴ Les déchets urbains acceptés, leurs conditions d'admission, les jours et heures d'ouverture du centre de tri de Granges-Marnand sont gérés par le délégataire.

Art. 9 Compostage

¹ Dans la mesure du possible, les déchets compostables doivent être compostés par leur détenteur dans des installations de compostage individuelles ou de quartier.

² La Commune encourage et soutient le compostage individuel ou de quartier.

³ Le délégataire met à disposition les infrastructures nécessaires pour la collecte séparée et la valorisation des déchets verts.

Art. 10 Organisation de la collecte

¹ Le délégataire organise la collecte et le transport des déchets urbains et en fixe les modalités, à l'exception des déchets mentionnés à l'article 8 alinéas 1 et 2 ; il peut exclure certains objets de la collecte.

² Le Conseil communal propose une collecte régulière des déchets mentionnés à l'article 8 alinéas 1 et 2.

³ L'entreposage des déchets urbains en vrac sur le domaine public est interdit.

⁴ Tous les déchets non collectés sur le territoire communal ou dans une installation agréée doivent être éliminés par leur propriétaire conformément aux dispositions légales y relatives.

⁵ Les déchets spéciaux tels que les médicaments, détergents, produits phytosanitaires, vernis, insecticides, peintures, batteries de véhicules et autres toxiques chimiques ou radioactifs ne sont pas collectés dans les conteneurs compacteurs communaux. Ces déchets doivent être acheminés dans les commerces spécialisés qui doivent les reprendre gratuitement. Le détenteur desdits déchets peut également les éliminer dans une entreprise spécialisée à ses frais.

⁶ Selon la liste du délégataire, certains déchets spéciaux sont repris par ce dernier.

⁷ L'organisateur d'une manifestation publique prend, à ses frais, toutes les mesures utiles en vue de collecter les déchets générés par l'événement. Le Conseil communal peut lui imposer un concept de gestion des déchets.

⁸ Toute personne physique ou morale qui dépose des déchets au sens et dans la forme du présent règlement en abandonne la propriété au délégataire.

Art. 11 Déchets des entreprises

¹ Le Conseil communal encourage les entreprises à éliminer elles-mêmes leurs ordures et leurs déchets encombrants.

² Les entreprises éliminent elles-mêmes leurs déchets urbains collectés séparément ou confient cette tâche à des tiers.

³ Les entreprises qui ne disposent pas de solution de valorisation pour leurs déchets urbains et encombrants collectés séparément déposent une demande d'autorisation d'accès auprès de la Commune. La gestion de ce service est définie au travers d'une convention entre l'entreprise et le délégataire.

⁴ Les déchets d'exploitation doivent être éliminés par les entreprises, à leurs propres frais. L'article 2 alinéa 2 lettre b est réservé.

Art. 12 Incinération des déchets

¹ L'incinération en plein air de déchets est interdite. Font exception les déchets naturels des champs et des jardins suffisamment secs pour que leur incinération n'émette pratiquement pas de fumée (art. 26b al. 1 OPair).

² Le Conseil communal peut limiter ou interdire l'incinération de déchets naturels à certains endroits, si des immissions excessives sont à craindre (art. 26b al. 3 OPair). Il publie une information officielle définissant précisément ces endroits.

³ Les dispositions plus restrictives de la loi sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels sont réservées. Pour l'incinération en plein air de déchets naturels provenant des forêts, l'article 33a du règlement du 11 décembre 2001 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles est applicable.

Art. 13 Pouvoir de contrôle

¹ Si les déchets sont déposés de manière incorrecte ou illégale, ou si d'autres motifs importants l'exigent, les récipients contenant des déchets peuvent être ouverts et examinés par les Conseillers communaux, les employés communaux ou des mandataires du Conseil communal à des fins de contrôle et d'enquête.

Chapitre III FINANCEMENT

Section 1 Dispositions générales

Art. 14 Principes généraux

¹ La Commune assure le financement du service public d'élimination des déchets dont l'élimination lui incombe. Elle dispose à cet effet :

- a) des taxes d'élimination (taxes de base et taxes à la quantité) ;
- b) des recettes de la vente des matières valorisables récupérées ;

- c) des recettes fiscales ;
- d) des émoluments.

² Les frais d'acquisition de sacs, de conteneurs et les autres frais occasionnés par la présentation des déchets en vue de leur collecte sont à la charge des usagers.

Art. 15 Emoluments

¹ Un émolument est perçu pour les contrôles faisant suite à une contestation et pour les prestations spéciales que l'administration communale n'est pas tenue d'exécuter en vertu du présent règlement.

² Le tarif horaire est de 100 francs au maximum.

Art. 16 Principes régissant le calcul des taxes

¹ Les taxes sont déterminées de manière à permettre la couverture minimum de 70 % des dépenses occasionnées par les frais d'information, de fonctionnement (frais d'exploitation et frais financiers) du service de collecte et des équipements d'élimination des déchets.

² Les recettes des déchets urbains récoltés dans les compacteurs proviennent de taxes proportionnelles à la quantité.

³ Le montant des taxes tient compte des coûts de gestion ; il doit contribuer à réduire les quantités totales de déchets, à favoriser la valorisation et à assurer un traitement respectueux de l'environnement.

⁴ Les taxes prévues dans le présent règlement s'entendent hors taxe sur la valeur ajoutée (TVA). En cas d'assujettissement de la Commune à la TVA, les montants figurant dans le présent règlement sont majorés en conséquence.

Art. 17 Mesures sociales

¹ Les enfants jusqu'à l'âge de 4 ans (48 mois) et les personnes incontinentes bénéficient d'une aide financière de CHF 10.00/mois pour l'élimination des couches-culottes. Pour bénéficier de cette aide, les personnes incontinentes doivent apporter la preuve à l'administration communale en fournissant un certificat médical en précisant la durée de l'incapacité si celle-ci est momentanée.

² Le montant de l'aide sera chargé chaque année civile sur la carte des déchets. Si l'ayant droit arrive dans la Commune au cours de l'année civile, le montant chargé sera au prorata des mois restants. Si l'ayant droit quitte la Commune, un décompte sera établi et le montant de l'aide dû sera calculé au prorata des mois durant lesquels l'ayant droit a résidé dans la Commune. Un remboursement pourra être demandé le cas échéant.

³ Les personnes à mobilité réduite peuvent demander de l'aide pour faire transporter leurs déchets jusqu'aux points de collecte, selon le tarif des prestations spéciales défini à l'annexe 1.

Art. 18 Compétence pour fixer les montants des taxes et émoluments

¹ Dans les limites fixées par l'Assemblée communale, le Conseil communal fixe dans l'annexe 1 du présent règlement :

- a) les taxes d'élimination (taxe de base, taxe au poids) ;
- b) les émoluments dus pour les contrôles et les prestations spéciales.

Section 2 Types de taxes

Art. 19 Taxes d'élimination

¹ Les coûts de l'élimination des déchets urbains sont mis à la charge des détenteurs de déchets, au moyen de taxes couvrant les coûts et conformes au principe de causalité.

² Elles se composent d'une taxe de base et de taxes proportionnelles à la quantité.

Art. 20 Taxe de base

¹ La taxe de base est une taxe prélevée pour l'élimination des déchets urbains, indépendamment du type et de la quantité des déchets éliminés et de la fréquence d'utilisation des prestations.

² Elle est perçue annuellement auprès du détenteur de déchets adulte dès le début de l'année des 20 ans et auprès des entreprises.

³ Elle est fixée au maximum à :

- a) CHF 100.00 par an/personne ;
- b) CHF 100.00 par an/entreprise.

⁴ En cas de départ ou d'arrivée en cours d'année, la taxe de base est due par mois entier et calculée au prorata des mois durant lesquels l'ayant droit a résidé dans la Commune.

Art. 21 Taxe au poids sur la collecte des déchets urbains

¹ La taxe au poids est pratiquée au moyen d'un conteneur compacteur muni d'une balance. Le Conseil communal fixe chaque année la taxe au poids comme suit : entre CHF 0.40/kg et CHF 0.70/kg.

Art. 22 Modalités de la collecte des branches et souches

¹ L'élimination des branches et des souches se fait par le biais d'une entreprise privée (se référer à l'annexe 2).

² Pour les branches, les 100 premiers kilos/ménage, calculés annuellement, sont à la charge de la Commune. La masse supplémentaire est à la charge du ménage détenteur des déchets. La Commune refacture le coût de l'élimination desdits déchets au détenteur selon le tarif défini à l'annexe 1.

³ Les souches sont à la charge du ménage qui les élimine. La Commune refacture le coût de l'élimination desdits déchets au détenteur selon le tarif défini à l'annexe 1.

⁴ Pour les branches, la taxe maximale applicable est de CHF 120.00/tonne et pour les souches, elle est de CHF 180.00/tonne.

Section 3 Rémunération du délégataire

Art. 23 Rémunération du délégataire

¹ Le délégataire perçoit de la Commune un montant annuel sous forme de contribution aux frais de gestion des déchets, facturé en plusieurs versements au cours de l'année.

² La contribution au délégataire est fixée dans la convention entre la Commune de Surpierre et la Commune de Valbroye et est basée sur la population légale de la Commune de Surpierre de 20 ans et plus.

Chapitre IV INTERET MORATOIRE, SANCTIONS, VOIES DE DROIT ET PRESCRIPTION

Art. 24 Intérêt moratoire

¹ Toute taxe, contribution ou émolument non payés à l'échéance portent intérêt au même taux que celui fixé pour l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques.

Art. 25 Sanctions pénales

¹ Toute contravention aux articles 5 à 12 du présent règlement est passible d'une amende de 20 francs à 1000 francs selon la gravité du cas.

² Le Conseil communal prononce les amendes en la forme de l'ordonnance pénale. Le condamné peut faire opposition par écrit auprès du Conseil communal, dans les 10 jours dès la notification de l'ordonnance pénale (art. 86 al. 2 LCo).

³ Les dispositions pénales du droit fédéral et cantonal en la matière restent réservées.

Art. 26 Amende d'ordre

¹ La Commune peut percevoir des amendes d'ordre conformément à la législation sur les déchets.

Art. 27 Voies de droit

¹ Les décisions prises par le Conseil communal ou un délégataire de tâches publiques concernant l'application du présent règlement sont sujettes à réclamation dans les 30 jours auprès du Conseil communal. Les réclamations doivent être écrites et contenir les conclusions et les motifs du réclamant.

² Lorsque la réclamation est rejetée en tout ou en partie par le Conseil communal, un recours contre cette décision peut être adressé au Préfet dans un délai de 30 jours dès sa communication.

³ Les voies de droit en matière pénale (art. 86 al. 2 LCo) et en matière d'amende d'ordre (art. 36f LGD) demeurent réservées.

Art. 28 Prescription

¹ Il est renvoyé aux dispositions de la loi sur les impôts cantonaux directs (LICD) sur la prescription du droit de taxer et du droit de percevoir la taxe.

Chapitre V DISPOSITIONS FINALES

Art. 29 Abrogation

¹ Le règlement du 31 mai 2021 relatif à la gestion des ordures ménagères et autres déchets est abrogé.

Art. 30 Exécution

¹ Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent règlement et publie pour information un guide de la déchetterie.

² Il prend les mesures de police et effectue les contrôles nécessaires.

³ L'exécution par des délégataires de tâches publiques communales est réservée (art. 5a LCo).

Art. 31 Entrée en vigueur

¹ Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier qui suit son adoption par l'Assemblée communale, sous réserve de son approbation par la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement (DIME).

Adopté par l'Assemblée communale de Surpierre le 6 octobre 2025

La Secrétaire :



Stéphanie Sallin



Le Syndic :



Julien Tüscher

Approuvé par la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement (DIME) le



Jean-François Steiert
Conseiller d'Etat Directeur





COMMUNE DE SURPIERRE

RÈGLEMENT RELATIF A LA GESTION DES DECHETS

Annexe 1

MONTANTS DES TAXES

A Taxe de base :

- CHF 94.00 par détenteur de déchets, hors exceptions citées dans l'article 20 du règlement susmentionné.

La même taxe de base est facturée par entreprise.

B Taxe au poids, déchets urbains (taxe proportionnelle) :

- CHF 0.50 / kg

C Taxe au poids, branches (élimination : voir annexe 2) :

- CHF 108.00 / tonne au-delà de 100 kg éliminés par année civile.
- Montant refacturé par la Commune sur la base d'un décompte annuel.

D Taxe au poids, souches (élimination : voir annexe 2) :

- CHF 162.00 / tonne.
- Montant refacturé par la Commune sur la base d'un décompte annuel.

E Émoluments dus pour des prestations spéciales :

- CHF 50.00 par transport de déchets urbains effectué par la Commune.
 - CHF 100.00 par transport de déchets encombrants effectué par la Commune.
- Montant refacturé par la Commune sur la base d'un décompte annuel.

Adoptée par le Conseil communal, le 13 octobre 2025

La Secrétaire :

Stéphanie Sallin



Le Syndic :

Julien Tüscher



COMMUNE DE SURPIERRE

RÈGLEMENT RELATIF A LA GESTION DES DECHETS

Annexe 2

INFORMATIONS PRATIQUES

A Collecte des branches & souches :

Claude Limat SA, Route du Canard 11, 1523 Granges-près-Marnand
Secrétariat : +41 79 769 85 53
E-mail : secretariat@claudelimat.ch

B Déchets urbains non valorisables :

Taxés au poids et récupérés dans les 3 compacteurs situés à Cheiry, à Surpierre et à Villeneuve.

C Déchets valorisables :

Nous vous encourageons à composter un maximum de déchets verts chez vous, et à retourner vos appareils usagers auprès de vos fournisseurs (radio, électroménager, informatique, piles, batteries, médicaments, PET, etc.). C'est gratuit et vous aviez payé une taxe anticipée lors de leur achat !

D Travaux, débarras, déménagements :

En cas de travaux, de débarras de maison ou déménagements, le propriétaire doit prendre en charge l'élimination par une entreprise au moyen, par exemple, d'une benne privée (par ex. Bader Fers Recycling SA à Lucens, Catellani SA à Granges, Goutte Récupération SA à Sévaz).

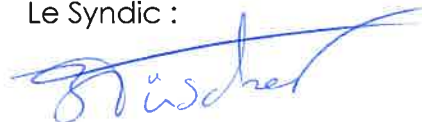
Adoptée par le Conseil communal, le 13 octobre 2025

La Secrétaire :


Stéphanie Sallin



Le Syndic :


Julien Tüscher